

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction des
Affaires Juridiques - Procès-Verbal de la
séance du 13 février 2017 - Approbation

 Original Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2017.014

Date de la convocation :
Le 21/03/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **05 AVR. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **06 AVR. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 mars 2017

L'an deux mil dix-sept et le 27 mars à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Claudine MAURY, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Michel MAZUET à Michelle SALUCKI, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Béatrice VIGNOLO à Marc DAUNIS, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Richard THIERY, Claude BERENGER, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Christophe ETORE, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 février 2017.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 février 2017.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 13 février 2017.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 mars 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 13 FEVRIER 2017

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h09.

Le Conseil communautaire s'est réuni le treize février deux mille dix-sept, en séance publique, Maison des Associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire de la ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Khéra BADAOU.

PROCURATIONS :

Guilaine DEBRAS à Michel MAZUET, Robert CREPIN à Thérèse ROUAZE, André-Luc SEITHER à Françoise THOMEL, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE à Patrick DULBECCO, Albert CALAMUSO à Marie BENASSAYAG, Michel VIANO à Henri GANNARD, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA, Eric PAUGET à Jean LEONETTI.

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Nadine GASTAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Procès-verbal de la séance du 19 décembre 2016 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le Bureau communautaire
3. Commission intercommunale pour l'accessibilité – Présentation du rapport annuel 2015
4. Rapport annuel 2016 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Approbation
5. Plan de paysage – Convention annuelle avec le conseil en architecture, urbanisme et environnement (CAUE) des Alpes-Maritimes
6. Fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique – Octroi des soutiens de la CASA aux projets
7. Team Cote d'Azur – Adhésion de la CASA en tant que membre partenaire
8. Transfert d'actions relatives au PAPI 2 – Conventions de gestion temporaire entre la CASA et certaines communes membres et/ou syndicats
9. Actions culturelles communes en faveur de l'enfance et de la jeunesse – Convention de partenariat avec la ville d'Antibes Juan-les-Pins
10. Actions culturelles communes entre la médiathèque communautaire Albert-Camus et l'EHPAD La Maison du Coteau – Convention de partenariat
11. Rapport sur le débat d'orientations budgétaires 2017
12. Recueil des tarifs de la CASA 2017 – Mise à jour
13. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Désignation des membres du conseil d'exploitation de l'office de tourisme intercommunal



ADMINISTRATION GENERALE

1. Procès-verbal de la séance du 19 décembre 2016 – Approbation

M. le Président – Est-ce que tout le monde a lu le procès-verbal ? Qui est contre ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le Bureau communautaire

M. le Président – Ce sont des décisions qui ont été votées à l'unanimité par le Bureau. Y a-t-il des interrogations ? Des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

3. Commission intercommunale pour l'accessibilité – Présentation du rapport annuel 2015

M. le Président – Le rapport annuel 2015 a été présenté devant une commission comportant l'ensemble des associations de personnes en situation de handicap qui nous aident particulièrement dans l'élaboration des plans. Il a été voté à l'unanimité et avec avis très favorable de l'ensemble des associations concernées. Le rapport contient des dispositions qui touchent particulièrement aux compétences de la communauté d'agglomération, dont :

- l'accessibilité des logements sociaux, dont sept ont été livrés cette année ;
- l'accessibilité du réseau Envibus ;
- l'accessibilité des navettes pour permettre aux personnes en situation de handicap de se déplacer de porte à porte.

Le rapport tient également compte des différentes avancées qui se font dans chacune des communes dans le cadre de la loi Ad'AP (agenda d'accessibilité programmée), ce qui permet dans certains cas des phénomènes de compensation lorsque les difficultés d'accessibilité apparaissent, en particulier dans des monuments historiques ou des bâtiments anciens.

Ce rapport vous est présenté ce jour. La commission est présidée par Mme BLAZY. M. Damien BAGARIA y siège également.

Je sou mets à votre approbation le rapport 2015 sur l'accessibilité. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Arrivée de Nadine GASTAUD.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

4. Rapport annuel 2016 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Approbation

M. le Président – Je donne la parole à Lionnel LUCA pour la présentation de ce rapport que je soumettrai à votre approbation.

M. LUCA – Merci, M. le Président. Ce rapport, que la loi nous oblige à présenter chaque année, nous permet également de faire le point sur le sujet depuis six ans. Cette année, le contenu sera publié sur le site internet de la CASA.

Ce rapport est établi avec le diagnostic du programme de développement durable qui a été initié à l'automne 2015 et qui aboutira à la définition d'orientations stratégiques et d'un programme d'action pour davantage de développement durable. De ce point de vue, la CASA est plutôt exemplaire puisqu'au-delà de ses obligations, elle a mené un certain nombre d'actions pertinentes.

Je laisserai à Céline CHARRIER et son équipe le soin de nous présenter un rapport succinct de ce programme de développement durable qui englobe beaucoup d'aspects puisque tout est développement durable aujourd'hui. Cela vous permettra d'avoir quelques éléments. Tout est dans le rapport qui a été mis de toute manière à votre disposition.

Mme CHARRIER – Je ne vais pas garder la parole très longtemps. Je vais laisser à Allison, ma collaboratrice, le soin de présenter le rapport puisque c'est elle qui l'a entièrement établi cette année. Je lui cède donc la parole.

Allison CAZAL – Bonjour mesdames et messieurs, je vous fais un bilan de ce qui a été accompli cette année à la CASA en matière de développement durable.

Pour commencer, je vous rappelle les trois piliers du développement durable qui sont : l'économie, le social et l'environnement.

Selon les recommandations du ministère, cinq axes sont développés dans le rapport :

- la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère ;
- la préservation de la biodiversité et la protection des milieux et des ressources ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre générations et entre territoires ;
- les dynamiques de développement suivant les modes de consommation et de production responsables.

Concernant la lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère, cette année ont été mis en exergue :

- le plan intercommunal d'amélioration durable de l'habitat (PIADH) ;
- le lancement de l'étude pour la mise en place de la plateforme de rénovation énergétique ;
- la prise de compétence IRVE (infrastructure de recharge pour véhicule électrique) ;

- l'insertion de véhicule propre dans le marché de renouvellement de la flotte de la CASA.

Dans les actions à venir, nous aurons :

- la mise en place de la plateforme de rénovation énergétique ;
- l'installation des bornes électriques ;
- la mise en place du plan Vélo ;
- l'utilisation et le développement de la visioconférence.

S'agissant de la préservation de la biodiversité et de la protection des milieux et des ressources, nous avons eu cette année :

- l'élaboration de la trame verte et bleue du SCOT (schéma de cohérence territoriale) ;
- la mise en place du plan d'amélioration de la collecte éco-emballage ;
- l'augmentation de la dématérialisation des procédures internes.

Dans les actions à venir, nous aurons :

- l'extension de la sensibilisation aux écogestes à tous les agents de la CASA ;
- la mise en place des actions du projet « zéro déchet, zéro gaspillage » ;
- la poursuite de la dématérialisation.

Au sujet de l'axe 3, qui est l'épanouissement de tous les êtres humains, cette année il y a eu :

- le lancement du déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire ;
- l'amélioration du service Envibus, avec notamment le suivi en temps réel du trafic et l'installation de WiFi à bord ;
- la poursuite des services de proximité et des actions du PAPI 2.

Dans les actions à venir, nous aurons :

- la poursuite de l'optimisation du réseau Envibus ;
- le lancement de l'étude pour la mise en œuvre du troisième PLH ;
- la création d'une application regroupant toutes les informations de la CASA.

A propos de l'axe 4, cohésion sociale et solidarité entre générations et entre territoires, nous avons eu cette année :

- le lancement du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi) ainsi que du contrat de ville qui a vu sa première année opérationnelle en 2016 ;
- la continuité de la plateforme de mutualisation ;
- l'insertion systématique de clauses sociales dans les marchés publics.

Dans les actions à venir, il y aura le lancement d'une étude pour la création d'une recyclerie à Valbonne et le développement de la médiation active.

Concernant le dernier axe, fonder les dynamiques de développement suivant les modes de production et de consommation responsable, cette année il y a eu :

- le recrutement d'un chargé de mission sur l'attractivité commerciale et communautaire ;
- la prise de compétence tourisme au 1^{er} janvier 2017 ;
- la poursuite de la stratégie agricole ;
- le lancement du plan « déchet » 2016-2020.

Dans les actions à venir, il y aura :

- le recrutement d'un chargé de mission « économie sociale et solidaire » ;
- l'étude d'opportunité pour l'installation d'une chaufferie bois aux Trois Moulins ;
- la création d'un atelier de transformation et de plan de vente de produits du terroir.

Dans ce rapport, il nous est également demandé de faire un point sur la gouvernance territoriale dans laquelle trois aspects sont à prendre en compte :

- l'organisation du pilotage ;
- la participation des acteurs et la transversalité des approches ;
- l'évaluation et l'amélioration continue.

En matière d'organisation du pilotage, cette année, les comités de pilotage (Bureau communautaire et Conseil communautaire) ont continué. Il y a eu comme nouveauté la mise en place d'une cellule de coordination pour la prise de compétence « tourisme ».

Dans les actions à venir, il y aura la mise en application de la réorganisation des directions de la CASA suite à l'audit interne.

S'agissant de la participation des acteurs et de la transversalité des approches, des groupes de travail ont été organisés dans le cadre du programme de développement durable avec les élus, les partenaires et les agents de la CASA. La concertation et la participation ont continué au travers de différentes instances (conseil de développement et concertations réglementaires). Par ailleurs, la pause-café Envibus a augmenté en termes de fréquence.

Dans les actions à venir, nous aurons l'établissement de la transversalité au quotidien dans les différentes directions CASA.

Enfin, dans l'évaluation et l'amélioration continue, le diagnostic du programme de développement durable a permis de faire un point sur la situation du territoire de la CASA en la matière. Les contrôles qualité et audits se sont poursuivis. Il y a eu les révisions périodiques des documents stratégiques et de planification.

A venir, nous aurons la création d'un outil d'évaluation globale à travers le programme de développement durable et la certification ISO 9001 étendue à d'autres directions.

En conclusion, le rapport de développement durable 2016 permet de constater que les actions de la CASA répondent aux cinq finalités du développement durable. Le programme de développement durable CASA'VENIR, qui a été lancé en 2015, va permettre d'affiner cette coordination et d'instiller le programme de développement durable dans toutes les politiques sectorielles de la CASA. Merci.

M. LUCA – Il vous a été présenté un rapide concentré qui s'avère frustrant pour ceux qui travaillent toute l'année sur ces dossiers, qui aimeraient une plus grande lisibilité et une plus grande visibilité parce que le développement durable, c'est le défi de notre époque. Je remercie tous les services de la CASA qui participent à cette action puisque tout est transversal. C'est parfois difficile de changer de logique et de culture. L'impulsion qui est donnée par le service de l'environnement mené par Céline CHARRIER est tout à fait exemplaire, de même que l'action de la commission « environnement ». Je remercie les nombreux commissaires qui se réunissent, qui sont présents et qui participent. Cela dure parfois pas mal de temps. Je souligne un travail de fond qui relaye le travail des services.

M. le Président, vous pouvez être satisfait et fier de cette direction.

M. le Président – Nous le sommes, d'autant plus que mettre en œuvre du développement économique dans le respect du développement durable, c'est un des marqueurs de la communauté d'agglomération. Bravo à tous les services et à toi aussi, Lionnel.

Je vous demande d'approuver ce rapport annuel 2016. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

6. Fonds de concours dédié à l'aménagement et à l'accessibilité de zones à vocation économique – Octroi de soutiens de la CASA aux projets

M. DAUNIS – Mes chers collègues, vous vous rappelez que nous avons délibéré en décembre 2016, en consolidation d'une délibération prise en juin 2016, pour revoir l'attribution des fonds de concours et pour une meilleure efficacité de cet accompagnement par la CASA.

Il reste – à la suite du transfert de la ZAC des Clausonnes au 1^{er} janvier 2017 de la commune de Valbonne à la CASA – à solder la part 2016 de ce fonds de concours. Sur une opération dont le budget est estimé en projet à 57 057 542 €, avec les différentes lignes qui sont présentées dans le bilan, il s'agit d'attribuer une participation de la CASA au fonds de concours pour un montant de 585 931,50 €, soit la moitié des dépenses éligibles s'élevant à 1 171 863 €.

Il vous est donc proposé :

- d'approuver ce montant de participation et la convention jointe ;
- d'autoriser le président à signer ladite convention et tous documents ;
- d'imputer la dépense comme il se doit.

M. le Président – C'est une délibération qui paraît anodine mais qui est très importante, d'abord par son montant, mais aussi par le fait que désormais, les zones d'activité économique sont sous la responsabilité de la CASA qui prendra en charge les aménagements. Ce n'est pas rien pour les communes. Concernant cet aménagement territorial, il est légitime que les bénéfices fiscaux reviennent à la communauté d'agglomération. Nous en avons délibéré. La CASA revient en responsabilité pour l'accessibilité et les voiries.

Je sou mets au vote cette délibération. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

7. Team Côte d'Azur – Adhésion de la CASA en tant que membre partenaire

M. DAUNIS – Nous avons fait un point à la rentrée 2016 avec une délibération-cadre en matière de développement économique et qui va d'ailleurs se retrouver dans les actions déroulées dans le débat d'orientations budgétaires.

Nous avons, avec Sophia Antipolis, une technopole extraordinairement dynamique. Nous avons un écosystème. Nous avons présenté ce matin, lors d'une conférence de presse avec le président et Jean-Pierre MASCARELLI, les résultats qui sont assez spectaculaires (3 000 emplois en solde net créés sur les trois dernières années).

Il n'a échappé à personne qu'entretemps, nous avons eu la fermeture de Texas Instruments qui, dans un autre territoire, aurait été un drame absolu. Dans le nôtre, certes cela a été un drame pour les salariés mais en même temps, nous avons un reclassement de près de 75 % des salariés de Texas Instruments sur la technopole, le département ou la région. C'est énorme en comparaison d'autres sites en France, sidérurgiques par exemple. Nous mesurons ainsi la performance de la technopole Sophia Antipolis.

Néanmoins, cette performance a besoin d'être accompagnée pour demeurer forte. Cet accompagnement porte premièrement et essentiellement sur le talent des salariés de la technopole qui est sa principale richesse, et deuxièmement, sur sa capacité de développement exogène à faire venir des entreprises sur Sophia. D'ailleurs, le fait que nous ayons cette capacité a permis que des salariés de Texas Instruments aient pu être repris par Bosch, Magneti Marelli, Huawei... Il s'agissait, tel que c'est décrit dans la délibération, de trouver des solutions avec des entreprises qui s'implantaient sur la technopole.

Ces entreprises s'implantent parce que c'est l'endroit idéal, mais aussi, parce que nous avons la capacité à aller les prospecter à l'aide du marketing territorial. C'est d'autant plus important qu'un développement dit endogène, c'est-à-dire la puissance de très petites et de petites entreprises, alimente la machine en matière de développement économique (création d'emploi et de richesse), en plus des apports extérieurs.

Il ne serait ni légitime ni raisonnable que la communauté d'agglomération fasse seule ce travail. Il est donc essentiel que nous puissions avoir des professionnels en la matière. Team Côte d'Azur correspond à cela. La délibération consiste simplement à consolider, au-delà de la subvention que nous avons votée sur des missions spécifiques, notre adhésion à Team Côte d'Azur, avec désignation de représentants. La cotisation est de 50 000 €. Ce travail est majeur, nous en avons vu les résultats. Nous devons le poursuivre en étroite collaboration avec le Département et la Région pour faire jouer ces synergies, avoir des présences à l'échelle internationale et développer la notoriété de la technopole et de ses savoir-faire dans les domaines stratégiques.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RISQUES NATURELS

8. Transfert d'actions relatives au PAPI 2 – Conventions de gestion temporaire entre la CASA et certaines communes membres et/ou syndicats

M. le Président – Pardon du mauvais jeu de mots mais nous sommes au milieu du gué. Normalement, les compétences GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) sont récupérées par la communauté d'agglomération en 2018. Toutefois, compte tenu de ce qui s'est passé dans les territoires de Vallauris-Golfe-Juan, d'Antibes, de Biot mais aussi dans d'autres villes, avec les inondations meurtrières qui sont produites, nous avons décidé d'aller plus vite. Néanmoins, il faut respecter la loi. Pour cela, il fallait prendre un certain nombre de mesures pour que la communauté d'agglomération puisse s'impliquer plus fortement.

En 2018, la compétence sera pleinement prise en charge par la communauté d'agglomération. Avant que les CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées) soient organisées et que l'ensemble des personnels soit transféré, il fallait agir et ne pas laisser une année blanche. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'aider les communes à mettre en œuvre les PAPI qui existaient, et même, de mener une partie des actions qui sont conduites par certaines communes ou syndicats de communes qui œuvrent dans le domaine de l'eau ou de la lutte contre les inondations. Cette délibération n'est que le prélude à une prise totale de la compétence en 2018.

Je vous demande donc d'approuver ces transferts relatifs au PAPI 2, des communes vers la communauté d'agglomération, et les conventions de gestion temporaire entre la CASA et les communes ou syndicats qui représentent ces actions. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTION CULTURELLE

9. Actions culturelles communes en faveur de l'enfance et de la jeunesse – Convention de partenariat avec la ville d'Antibes Juan-les-Pins

M. ROSSI – Il s'agit, M. le Président, mes chers collègues, de renouveler une convention pour formaliser un partenariat avec la direction « jeunesse et loisirs » de la commune d'Antibes qui consiste à sensibiliser les enfants et les jeunes de 3 à 17 ans sur le monde contemporain et l'actualité. Cette convention a très bien fonctionné jusqu'à présent. Nous vous demandons de la renouveler.

M. le Président – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

10. Actions culturelles communes entre la médiathèque communautaire Albert-Camus et l'EHPAD La Maison du Coteau – Convention de partenariat

M. ROSSI – Après une convention pour la jeunesse, nous avons maintenant une convention avec une maison de retraite. Le principe est simple. Les personnes âgées venant difficilement à la Lecture publique, nous nous déplaçons pour nous rapprocher d'elles à La Maison du Coteau à Antibes. Ce sont des moments conviviaux très attendus par les pensionnaires. Il s'agit d'une convention qui a été passée en 2012 et que nous vous demandons de renouveler pour quatre ans.

M. le Président – Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

FINANCES

11. Rapport sur le débat d'orientations budgétaires 2017

M. le Président – Ce débat d'orientations budgétaires est un classique. Il essaie de définir pour l'année à venir la situation de la communauté d'agglomération dans un contexte économique général. Il s'agit d'un contexte impacté par une crise économique, avec un taux de croissance qui est à 1,3 pour la France, ramené à 1,1 dans la réalité de l'année, et avec une croissance économique supérieure à l'échelle européenne mais qui ne permet pas d'envisager un entrainement de la France dans ce contexte.

Ensuite, le cadre budgétaire s'inscrit dans une réduction de la dotation de l'Etat de 20 millions d'euros en cumulé en l'espace de trois années. Il s'agit donc d'un budget contraint.

Néanmoins, il existe un certain nombre d'éléments positifs. Marc DAUNIS vient de signaler la dynamique économique de la technopole. Je souligne également l'efficacité des services.

Par ailleurs, certains indicateurs surtout me paraissent essentiels :

- une dette qui, malgré les investissements importants, est peu importante puisqu'elle est à 11,7 années de remboursement alors que la moyenne d'alerte est à 15 ;
- des taux d'imposition les plus bas du département, et en grande partie des communautés de la région PACA et qui ne bougeront pas ;
- une masse salariale qui reste à des taux bas pour l'ensemble du budget de la communauté d'agglomération malgré une contrainte budgétaire forte ;
- un effort budgétaire important ;
- une poursuite des investissements ;
- un engagement fort dans les compétences qui sont les nôtres : le transport, l'environnement, le ramassage des ordures ménagères, les missions locales, la solidarité, mais aussi et surtout, le développement économique et l'aménagement du territoire.

C'est donc dans ce cadre que se présente le rapport d'orientations budgétaires, dont nous pouvons débattre si vous le souhaitez.

Je cède la parole à Jean Pierre MAURIN qui, au fur et à mesure des thématiques, passera la parole à l'ensemble des vices-présidents concernés pour donner l'orientation particulière de chaque politique dont fait l'objet ce rapport.

M. MAURIN – Merci, M. le Président. En matière financière, ce rapport d'orientations budgétaires s'articule autour de deux axes. D'une part, un diagnostic permet d'avoir une photographie précise de l'année écoulée, voire du mandat précédent. D'autre part, ce rapport aboutit, de par ses observations, aux orientations essentielles en matière de finances.

Concernant le diagnostic, je rappelle d'abord que sur le précédent mandat, tous les investissements ont été faits pour un maillage du territoire qui repose sur les équipements socioculturels. Ces points d'ancrage de la culture communautaire assurent un mieux-être des habitants.

A la fin du précédent mandat, nous avons concentré nos investissements sur les infrastructures et les actions en faveur du développement économique durable du territoire, principalement :

- le transport et la construction du BHNS (bus à haut niveau de service) ;
- l'aménagement avec l'actualisation du SCOT ;
- l'aménagement numérique ;
- le logement pour accueillir les actifs et les étudiants en respectant les obligations légales.

S'agissant des recettes d'investissement, elles sont étroitement liées avec les contractualisations que la CASA passe avec ses partenaires institutionnels. Les années 2013 et 2014 ont été des années de versement sur le programme d'investissement que je soulignais tout à l'heure. Les années 2015 et 2016 ont été marquées par le début de la construction du BHNS.

Lors du dernier Conseil communautaire, nous avons autorisé le président à signer le nouveau contrat régional d'équilibre qui établit le cofinancement avec la Région sur les projets de transport et de développement économique. Néanmoins, les dépenses d'investissement ont été surtout financées avec de l'autofinancement. Contrairement au premier mandat où nous avons beaucoup emprunté, sur cette année, l'autofinancement a permis de faire ces investissements, notamment en matière de BHNS.

Ensuite, nous retiendrons que sur les deux derniers exercices 2015 et 2016, les dépenses de fonctionnement ont été marquées par une réflexion sur les pistes d'économies, notamment lors du renouvellement de marchés. Cela concerne les marchés de la collecte des ordures ménagères et le marché des transports ainsi que des contrats qui nécessitaient des renégociations de baux.

Ces efforts ont permis de dégager des moyens de développement économique, avec des partenaires tels que la CCI (chambre de commerce et d'industrie) et Team Côte d'Azur. Cela était nécessaire pour prendre en charge de nouvelles compétences, comme la Politique de la Ville et la création du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi), puis le maintien, voire le renforcement de la solidarité communautaire avec une dotation plus importante. Cet aspect « solidarité » reviendra souvent tout au long de mes propos.

Par ailleurs, différents modes de mutualisation ont également été mis en œuvre, comme des groupements de commandes auxquels participaient bon nombre de communes ou la mutualisation de certains postes comme celui de DGS (directeur général des services), de directeur de la communication ou de DGA en charge de la vie sociale.

A propos des faits marquants des années 2015 et 2016, en matière de recettes, le budget est marqué par une forte baisse des dotations ainsi que par des variations erratiques de fiscalité entre 2014 et 2016. Nous avons un manque à gagner de 12 millions d'euros. Néanmoins, l'indemnité perçue pour le contentieux sur l'évaluation de certains types de locaux a permis de pallier à cette baisse et de conserver le niveau de service et de solidarité envers les communes.

Puis, les recettes issues des services connaissent une évolution positive principalement pour le théâtre, avec un nombre d'abonnés en constante augmentation, par le réseau Envibus et par Envinet avec le prépaiement qui est dorénavant effectué lors d'apports en déchetterie.

Sur les deux derniers exercices, le budget de fonctionnement est stabilisé autour de 195 millions d'euros, avec une légère baisse en 2016 par rapport à l'exercice 2015. Le budget général, y compris les ordures ménagères, représente 81 % du volume budgétaire qui est étroitement lié au reversement vers les communes et vers l'Etat. En effet, presque la moitié de ce budget, exactement 44 %, repart vers les communes ou vers l'Etat. Puis, le ratio des dépenses de personnel passe sous le seuil des 12 %, à la suite notamment du transfert des conducteurs de bus vers le prestataire de transport.

Au sujet des recettes de fonctionnement, il est bon de rappeler qu'à hauteur des trois quarts (75 %), elles sont liées à la fiscalité, c'est-à-dire à la contribution économique territoriale des entreprises, à la taxe d'habitation qui a été transférée par le Département aux communautés d'agglomération, à la taxe sur les ordures ménagères et au versement de transport.

En ce qui concerne le foncier bâti, la CASA ne perçoit aucune taxe.

Les dotations ne représentent plus que 13 %, contre 20 % en 2014.

Les produits de service représentent 5 % et sont en progression. Pour autant, la partie qui est payée est minorée, l'essentiel étant pris en charge par la communauté d'agglomération.

La communauté d'agglomération consacre un volet important de son budget pour la solidarité communautaire, grâce notamment à la dotation de solidarité communautaire et aux fonds de concours, mais également, par le biais de la prise en charge d'une partie du FPIC. En effet, la CASA paie sa partie légale puis prend en charge une partie qui vient amoindrir la part communale. Par ailleurs, la dotation de solidarité communautaire est un reversement facultatif pour une communauté d'agglomération, hormis les communes signataires d'un contrat de ville. Cette dotation représente, en 2016, 6 millions d'euros. Nous sommes vraiment sur de la solidarité intercommunale.

Les fonds de concours, qui constituent un financement des investissements, ont été élargis en termes de thématiques. Les thématiques nouvelles sont venues compléter les anciennes, avec un caractère incitatif par exemple pour le développement durable. Les programmes faisant l'objet de mesures très spécifiques de développement durable ont un pourcentage d'intervention de la CASA qui est supérieur, par exemple avec des taux de 50 % pour les eaux pluviales.

Concernant la dette, l'encours de la dette a diminué de 2 millions d'euros par rapport à 2015, le montant des remboursements en capital et provisions étant supérieur au montant emprunté au cours de l'exercice, conformément au débat d'orientations budgétaires de l'année dernière. Cet encours s'établit à 139,9 millions. Il s'agit d'une dette relativement jeune puisqu'elle a été engrangée lors des investissements 2008-2014, notamment lors de l'effort important d'équipement entre 2006 et 2014. Cette dette est supportée principalement par le budget général.

Puis, le marché financier de cette année 2016 a été particulièrement attractif pour les emprunteurs. La contractualisation vers l'Euribor, qui est un taux variable, a permis de diminuer le taux moyen de l'encours de crédits à 3,81 %. Actuellement, nous avons un taux Euribor négatif. Certes, la banque ne nous applique pas un taux négatif malheureusement. Toutefois, nous ne payons qu'une commission.

Toujours en matière de diagnostic fiscal et financier, l'enjeu essentiel consiste à maîtriser le budget de fonctionnement avec une recentralisation vers notre cœur de compétence et la recherche d'un achat public efficient. La fiscalité est maintenue à un niveau compétitif. Nos taux sont parmi les plus faibles de la région. La réforme des valeurs locatives, qui a suscité quelque émoi lorsque nous avons gagné la procédure auprès de l'Etat, entre maintenant en vigueur. La réforme va toucher toutes les entreprises de toutes les villes de France. La distinction en termes de perception portera sur le taux. L'élément majeur, c'est le taux qui va être appliqué par chacune des collectivités territoriales, sachant que les valeurs locatives vont être harmonisées. C'est une réforme importante qui a été à chaque fois repoussée mais qui va prendre forme cette année.

Puis, il nous faut ajuster notre investissement en fonction de nos capacités financières. Cela semble être une évidence mais il est toujours bon de le redire. Nous recherchons à toujours optimiser les recettes par la recherche de nouvelles interventions.

Je rappelle les grands items des orientations 2017 :

- une fiscalité qui reste inchangée ;
- le maintien de l'effort de solidarité de la CASA vers l'ensemble des collectivités et des communes ;
- une évolution limitée des charges de fonctionnement, notamment pour le personnel ;
- un programme d'investissement centré sur nos compétences, principalement le transport avec la continuation du BHNS ;
- le développement économique, qui est la compétence majeure ;
- le cadre de vie.

Je rappelle maintenant les taux des taxes qui n'évolueront pas pour cet exercice. Tous ces taux sont inférieurs à ceux des autres collectivités territoriales qui nous jouxtent et parfois même aux taux nationaux :

- Le taux de la cotisation foncière qui touche les entreprises s'élève à 25,27 %.
- Le taux de la taxe d'habitation demeure à 7,96 %. Cette taxe, perçue auparavant par le conseil départemental, revient maintenant aux collectivités territoriales.
- Le taux de la taxe du foncier non bâti, qui nous est également revenue, se stabilise à 0,877 %.
- Le taux de la taxe sur le foncier bâti est à zéro. Je rappelle que la revalorisation des bases, qui impacte toutes les bases des communes en ce qui concerne l'habitation et toutes les bases des collectivités territoriales en ce qui concerne les entreprises, pour 2017, a été fixée à 0,4 %, c'est-à-dire sans augmenter l'impôt sachant que le taux porte sur la base. Nous avons automatiquement un effet de réajustement du fait de cette actualisation de base.
- Le taux du versement de transport est maintenu à 1,5 %. Cette taxe contribue principalement à autofinancer les investissements en termes de BHNS.
- Le taux de la taxe sur les ordures ménagères, qui avait été revu à la baisse à deux reprises, est maintenu à 9,50 %.

Toujours en matière d'orientations fiscales, le réajustement des bases sur certains types de locaux tertiaires s'est traduit par une hausse du produit qui a été limitée pour la cotisation foncière. Je rappelle que le foncier bâti n'est pas perçu par la CASA.

En 2017 entrera en vigueur la nouvelle méthode de valorisation des bases par l'application d'un tarif selon les secteurs et la catégorie du bâtiment. Il s'agit d'une harmonisation qui va toucher toutes les entreprises. Ainsi, tous les bâtiments de type tertiaire seront évalués au même tarif pour tout le département pour un même secteur. Ce qui nous avait été présenté était assez complexe. Cependant, cela a pour effet d'homogénéiser pour éviter tout contentieux ultérieur.

Ce budget est marqué par la contrainte en matière de recettes mais également de dépenses, avec une nouvelle hausse du FPIC. Nous pouvons constater dans ce schéma le retournement qui s'est effectué entre 2014 et 2015 ; la CASA redonne davantage à l'Etat qu'elle ne percevait. Cet écart ne cesse de progresser au fil des années. En 2017, il atteindra 6,7 millions d'euros.

Concernant le FPIC, le niveau de la prise en charge par la CASA sera réduit en 2017 du fait de l'anticipation de son utilisation lors de la dotation de solidarité communautaire de 2016. En 2017, les communes paieront un peu plus en matière de FPIC. La prise en charge par la CASA sera diminuée de la partie que nous avons déjà avancée en 2016 sur la dotation de solidarité.

Le montant de la dotation de solidarité, qui était de 4,8 millions en moyenne entre 2013 et 2014, se trouve aujourd'hui à un niveau de 6 millions d'euros, qui est maintenu pour l'année 2017.

La maîtrise du fonctionnement devra porter sur le budget à périmètre constant, l'année 2017 étant un exercice où la CASA va prendre en charge de nouvelles compétences qui seront financées en fonctionnement selon la neutralité budgétaire, avec un prélèvement sur les attributions de compensation. Cela signifie que lorsqu'une commune cèdera une partie de ses compétences, celle-ci participera financièrement, comme cela a toujours été le cas, dans le cadre de ces transferts.

La mutualisation que nous conduisons va progressivement se mettre en place avec la concertation et va induire également une évolution du chapitre 012, c'est-à-dire le personnel, mais avec des remboursements de la part des communes en fonction des répartitions qui seront arrêtées dans le cadre de la CLECT.

Autre point concernant les orientations pour les recettes, la mise en place de nouveaux partenariats et de modes de financement est en cours d'étude. Nous recherchons des fonds européens pour être contributeurs à notre meilleur équilibre, l'objectif essentiel étant de dégager un autofinancement important pour mener à bien notre programme d'investissement à venir.

L'essentiel des orientations porte vers :

- le développement économique autour de trois piliers que sont la technopole, le tourisme et le commerce ;
- le renforcement des services de proximité, avec notamment la création de nouvelles déchèteries ;
- le renforcement du réseau de bus ;
- la solidarité autour de nos politiques publiques (l'habitat, la lecture publique et la cohésion sociale).

Les récentes intempéries imposent une intervention plus importante de la CASA, notamment dans le cadre de la préfiguration de la conférence GEMAPI.

Je signalerais deux autres orientations majeures :

- recourir à l'emprunt en fixant une limite inférieure, c'est-à-dire en contractualisant à un taux inférieur à 2 % ; c'est encore temps pour le faire ;
- conserver un autofinancement stable pour préserver l'épargne brute qui garantit une capacité de désendettement inférieure à quinze ans (actuellement à douze ans et demi).

Je viens de vous présenter le diagnostic et les principales orientations. Les interventions des vice-présidents, dans leurs délégations respectives, vont suivre.

M. le Président – Merci. Globalement, les orientations tendent à une maîtrise des fonctionnements, à une poursuite du développement économique et à faire en sorte que notre masse salariale reste acceptable malgré les difficultés. Finalement, dans une communauté d'agglomération comme Sophia Antipolis, la question peut se poser de l'existence d'une dotation de fonctionnement puisque de toute façon, nous rendons plus que ce que l'on nous donne. A un moment donné, c'est la CASA qui verse la dotation de fonctionnement à l'Etat.

Nous passons aux orientations par compétence, la première compétence étant l'aménagement du territoire et le développement économique. Je demande à chaque vice-président de présenter les points marquants, sachant que nous sommes dans un rapport d'orientations budgétaires, donc il n'y a pas lieu de rentrer dans des éléments de détail. Chacun exposera ce qu'il veut porter particulièrement en matière d'objectifs sur l'année 2017. La parole est à Marc DAUNIS.

M. DAUNIS – Le développement économique est une priorité. Il s'agit de créer de la richesse et de l'emploi. Notre approche consiste toujours à travailler à la création d'emplois diversifiés en fonction des besoins de notre territoire. Pour cela, nous devons d'abord consolider notre activité dans le domaine touristique. Ensuite, nous aurons à affermir les activités en matière de commerce et d'économie de proximité.

Concernant le commerce, nous avons une approche équilibrée. Nous avons le pôle centre-ville (Antibes) ainsi que des opérations importantes menées sur ce territoire. L'opération des Clausonnes nous permet, avec Antibes Nord autoroute, de rectifier le tir par rapport à une évasion commerciale que nous subissons depuis plus d'une dizaine d'années à l'est comme à l'ouest.

Puis, en s'appuyant sur le secteur des Maurettes à Villeneuve-Loubet, nous devrions dans les années à venir pouvoir avoir sur notre territoire une offre en matière commerciale qui répond à des besoins importants. Ensuite, à partir de cette offre que je qualifierais de « locomotive », nous consoliderons les économies de proximité et des centres-villages (Vallauris, Valbonne, Biot...).

Par ailleurs, une nouvelle économie se développe à travers l'économie sociale et solidaire. La CASA travaille dans ce domaine pour être en capacité de capter les opportunités avec, en 2017 et pour chacun de ses objectifs, de grands projets et des actions très concrètes :

- sur le tourisme : tout ce qui est politique de promotion du tourisme, avec le transfert de compétence et le schéma régional ;
- sur le commerce et l'économie de proximité : notre plan d'action en matière de politique locale du commerce et de soutien aux activités commerciales ;

- sur l'économie sociale et solidaire : des actions très concrètes en appui par exemple de grands projets, comme le projet de pôle céramique à Vallauris et le financement d'accompagnement à la création et reprise d'entreprise.

Tout cela s'inscrit dans une perspective 2020, avec la mise en œuvre de la politique touristique communautaire, la mise en œuvre de la politique locale du commerce, puis l'insertion du volet de l'économie sociale et solidaire.

Un de nos atouts, et une de nos responsabilités consistent à être à la hauteur de la première technopole d'Europe avec Sophia. Nous avons des résultats extrêmement encourageants et qui contribuent d'ailleurs à la richesse de notre propre collectivité. Sophia représente une part importante des ressources qui alimentent notre budget.

Sur la technopole pour 2017 – au-delà de tout ce que nous avons entamé en matière de gouvernance, de fonctionnement global et d'animation – nous avons le pilotage très concret de projets « Business Pôle 2.0 » et la possibilité, avec le lancement de la ZAC du Fugueiret, de répondre aux besoins des entreprises (renforcer l'université sur notre territoire, créer un vrai campus international et permettre un appui à l'écosystème sophilopolitain). Il s'agit pour nous de continuer à être attractifs et performants aux côtés des entreprises de la technopole.

Au passage, nous mettons en œuvre dès 2017 le *Sophia business act* sur lequel nous avons travaillé.

Par ailleurs, nous ferons du Business Pôle et de Starteo des outils encore plus performants. Starteo nous permet sur Châteauneuf d'impulser du télétravail et d'accueillir des entreprises aux portes du moyen pays vers le haut de la CASA. Cela permet de développer des activités très utiles à cet essaimage sur le nord de notre territoire.

Nous avons également des programmes d'animation pour la croissance des startups, avec le plan de communication adapté. Il est envisagé d'étendre le Business Pôle dès 2017. Ce qui existe apparaît actuellement comme étroit, preuve d'une très belle réussite. Par exemple, nous n'avions plus de locaux disponibles pour accueillir l'entreprise Bosch. Il faut offrir des perspectives – c'est ce que nous avons enclenché – en attendant que tout ce que nous lançons en 2017 sorte les années 2020-2021 sur les secteurs du Fugueiret, des Trois Moulins à Antibes, des Clausonnes à Valbonne et que la consolidation de Biot puisse nous permettre de répondre aux besoins des entreprises.

Je viens de vous présenter, dans un domaine tellement diversifié par tout ce qu'il implique sur le territoire, les priorités budgétaires que je vous propose que nous retenions pour 2017.

M. le Président – Nous passons à la compétence suivante.

M. MION – Président, chers collègues, les objectifs vous ont été présentés. Concernant les mesures 2017, il s'agit surtout cette année de continuer la révision du SCOT avec notamment le PADD et la trame verte et bleue. Les perspectives cette année consistent à articuler le SCOT et les documents d'urbanisme communaux puisque c'est l'esprit de la CASA. Nous continuons également à développer le SIG pour permettre au grand public d'avoir un accès plus large à certaines données intéressantes et très utilisées aujourd'hui par nos communes.

M. le Président – Merci de cette synthèse. Le SCOT, qui garantit la cohérence du territoire, doit être révisé. Nous devons en même temps continuer notre développement avec une vision de cohérence territoriale, mais aussi, de trame verte et de trame bleue.

Je donne maintenant la parole à Lionnel LUCA qui est en charge de la compétence « environnement et développement durable ». La transition est parfaite.

M. LUCA – La transition énergétique est également un des objectifs. Il existe une certaine cohérence dans la réflexion. Dans la continuité de ce que nous avons déjà entamé, je prends quelques exemples d'actions que bon nombre d'élus connaissent déjà.

Activ'Ta Terre, qui vise à la sensibilisation de notre jeunesse sur l'environnement, connaît un terrible essor. Il s'agit d'un véritable élément partenarial avec les centres de loisir et les écoles, notamment le lycée horticole d'Antibes.

Nous aurons à adopter le programme de développement durable CASA'VENIR sur lequel nous travaillons actuellement.

Ensuite, nous devons permettre le lancement de bornes pour véhicules électriques. Les procédures sont toujours un peu longues. Cependant, ce serait en cohérence avec notre volonté affichée de développer l'énergie renouvelable. Il s'agit de mettre en œuvre des plateformes de rénovation énergétique solaire par exemple sur le Business Pôle à venir.

Le plan Climat-Energie territorial, qui devient le plan Climat-Air-Energie territorial, constitue un partenariat très fructueux avec Air PACA.

La cartographie des bruits représente un sujet un peu compliqué, parfois un peu théorique.

Par contre, l'activité de l'espace Info Energie et du conseil en énergie partagée est appelée à se développer, avec une certaine frustration pour des communes qui n'y sont pas intégrées et qui aimeraient également en bénéficier. Nous devons sensibiliser notre population aux avantages à participer à cette transition énergétique.

Ce qui est nouveau cette année, ce sont les outils pédagogiques de sensibilisation à l'environnement avec les anciens CRDP (centres régionaux de documentation pédagogique) que l'on appelle aujourd'hui Canopé.

Bref, il s'agit de tout un ensemble d'opérations en cours et d'autres qui vont se concrétiser.

M. le Président – Je trouve que nous sommes, comme toujours, trop discrets sur ce sujet. Lionnel LUCA a raison de rappeler ce matin que la communauté d'agglomération est plutôt en avance sur un certain nombre de sujets. Les chiffres de la technopole de Sophia Antipolis montrent que les entreprises qui arrivent sur le territoire créent un millier d'emplois de plus par an. Si nous avions un déficit de mille emplois par an, je vous prie de me croire que nous aurions probablement des alarmes qui viendraient sonner à nos oreilles. Nous en avons mille de plus. Nous ne sonnons pas suffisamment les trompettes de la victoire. Nous avons plutôt tendance à faire battre les tambours de la défaite.

Dans le domaine du développement durable, avec les services remarquables de la communauté d'agglomération et Lionnel LUCA, nous ferons une conférence de presse portant sur les éléments concrets en 2017 parce que l'on oppose souvent « environnement » et « développement économique ». Pourtant, tous deux représentent un développement. La modernité de la communauté d'agglomération, c'est d'avoir justement cette alliance du développement économique et du développement durable.

Thierry OCCELLI intervient maintenant sur l'écomobilité. Le sujet fait un peu partie aussi du développement durable qui est transversal.

M. OCCELLI – L'écomobilité présente deux grands axes. Le premier axe porte sur la continuité des travaux du bus-tram au nord de l'A8 bis sur le secteur des Trois Moulins et de Saint-Philippe. Puis, nous avons, sur le secteur sud, la reprise des études techniques et parcellaires du trajet ainsi que l'étude de la construction du dépôt de bus, qui devient urgente pour que nous puissions commencer à penser à commander nos bus.

Le deuxième axe est constitué par le plan Vélo qui connaît actuellement un véritable élan. Ce plan concerne le vélo pour le trajet domicile/travail plutôt que le vélo de loisir. En l'occurrence, nous avons créé les comités techniques communaux pour identifier l'existant, les possibilités de nouvelles pistes et la jonction de tout cela. Il s'agit également d'implanter sur l'espace public des parcs à vélo. Puis, le plus important pour les usagers du vélo, il faudrait que nous puissions, dans un délai très court, résoudre les points noirs sur la continuité cyclable. Il s'avère effectivement que des points restent encore infranchissables sur le maillage des pistes cyclables. La difficulté porte sur le fait que le foncier est généralement communal ou départemental. La CASA a juste un rôle d'organisation.

En termes de modalité, nous avons à continuer les études avec le département des Alpes-Maritimes pour les parcs intermodaux. Puis, nous participerons aux travaux de voirie avec des équipements publics CASA. Nous participerons également aux études de la ligne nouvelle à la gare ferroviaire. C'est tout nouveau. Depuis une semaine, nous faisons partie du comité de pilotage régional pour ces nouvelles études. Nous avons pris un peu de retard mais nous relançons un nouveau PDU 2018-2028 (plan de déplacements urbains). Toujours sur des perspectives 2018-2028, nous avons également la mise en service du bus-tram, avec en 2019 une mise en service partielle et en 2023 une mise en service totale. Puis, nous avons à consolider le plan Vélo et à approuver notre PDU.

En termes de déplacement, il résulte de notre commission « déplacements et transports » la mise en œuvre d'une multitude de petites actions qui visent à diminuer la congestion à l'entrée de Sophia le matin et à la sortie le soir. Nous y associons le covoiturage dynamique, le télétravail et le décalage des horaires de travail.

M. le Président – Nous savons tous que tous les travaux que nous pourrions effectuer n'empêcheront pas les 36 000 salariés qui vont à Sophia de manière pendulaire de créer des situations de tension dans le déplacement. Cela explique le choix de la diversité, avec les grands travaux en matière de bus-tram qui en 2019 verra son premier tronçon totalement opérationnel et en 2023 le tracé complet, mais aussi avec le plan Vélo. Nous nous sommes assignés, avec Thierry OCCELLI et l'ensemble des maires, l'objectif de faire le tour de la technopole à vélo avant deux ans. Les services doivent travailler rapidement. Certains tronçons sont quasiment réalisés, tandis que les quelques petits morceaux restants cassent complètement toute la dynamique parce qu'un cercle vertueux de déplacement n'existe pas encore et qu'à un moment donné, le cycliste est obligé de descendre de vélo et se met en insécurité. Cela empêche d'avoir un plan Vélo dynamique. Dans les deux ans qui viennent, Thierry OCCELLI devant et moi derrière dans un tandem, nous parcourrons l'ensemble de la technopole. J'espère que l'administration a bien entendu ce que je viens de dire.

Nous poursuivons avec les transports urbains.

M. OCCELLI – En matière de transports urbains, l'objectif principal consiste à améliorer la productivité et la qualité du service. Puis, le réseau Envibus existe déjà mais nous nous devons de le promouvoir encore plus.

Concernant les mesures proposées pour 2017, le marché Ici là est en phase de renouvellement. Il s'agit de l'élément complémentaire qui nous a permis de pallier à toutes les demandes notamment des collèges et lycées sur les communes et les quartiers où il n'y avait pas de desserte de transport en commun et notamment de bus urbain.

Nous avons également le renouvellement du marché de la billettique. Nous sommes en train de tout faire pour diminuer les ventes à bord pour gagner du temps, en proposant la possibilité de recharger les titres sur Internet dorénavant et en installant des distributeurs automatiques dans les gares.

Puis, nous continuons de développer les lignes structurantes, notamment la ligne 1 et la ligne 100 express.

Nous poursuivons le partenariat avec les entreprises dans le cadre du PDIE (plan de déplacement interentreprises) qui est en cours sur pratiquement toutes les entreprises de Sophia.

En termes de perspectives un peu plus lointaines, il nous reste à :

- maîtriser les dépenses d'exploitation sur trois ans ;
- augmenter la recette de la billetterie ;
- faire évoluer le parc dans le cadre de la transition énergétique pour venir compléter l'ambition et les obligations en termes d'environnement.

M. le Président – C'est utile de rappeler aussi que le ticket de bus est resté à 1 € depuis dix-sept ans.

Je donne la parole à Gérald LOMBARDO pour l'agriculture.

M. LOMBARDO – M. le Président, mes chers collègues, nous savons tous que le monde agricole traverse des moments difficiles partout sur le territoire national. L'autosuffisance alimentaire dans le département des Alpes-Maritimes se résume à une journée. Face à cette déprise agricole, la CASA prend sa part et travaille activement au travers de divers dispositifs qui nous permettent aujourd'hui de voir certaines formes de renouveau ainsi que des moments d'encouragement.

Les objectifs pour 2017 consistent à :

- conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire communautaire ;
- augmenter les surfaces agricoles exploitées et les productions ;
- contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales.

C'est tout un ensemble qui aujourd'hui participe et se conjugue. Nous sommes également dans un thème transversal car l'agriculture participe aussi à l'aménagement du territoire, puis à l'économie mais dans une moindre mesure (2 à 3 % à l'échelle de la CASA). En tout cas, il s'agit d'un sujet majeur d'intérêt public. La communauté d'agglomération prend sa part dans tout ce travail, et bien entendu, en partenariat avec la chambre d'agriculture.

M. le Président – Merci. Nous voyons les agriculteurs de l'ensemble de la région quand nous allons au marché du Rouret. Cela fait plaisir de savoir qu'un certain nombre de terrains sont mis à disposition par la CASA pour la production de miel, d'huile ou de truffe.

Richard nous présente maintenant les orientations en termes de paysage et d'espaces naturels.

M. RIBERO – M. le Président, mes chers collègues, concernant le paysage et les espaces naturels, l'objectif est de poursuivre la préservation et la valorisation de notre site qui est remarquable.

Les mesures 2017 sont de trois ordres :

- la poursuite de la mise en place du plan de paysage ;
- l'accompagnement et la concertation pour les activités qui se déroulent dans les espaces remarquables et les espaces protégés ;
- la mise en œuvre de tout le volet Natura 2000 :
 - o la poursuite de l'animation et de la surveillance des trois sites Natura 2000 (Préalpes de Grasses, rivière du Loup et Dôme de Biot) ;
 - o l'accompagnement des contrats Natura 2000 ;
 - o la mise en place des supports et la diffusion de la charte Natura 2000.

Nous ne sommes pas les seuls à essayer de réaliser cette concertation entre les usagers et les activités sportives et de loisir dans ces espaces. Avec le parc naturel régional et le conseil départemental, nous participons à des réunions pour mettre en place la préservation, l'objectif étant de concilier au mieux l'usage de ces sites, puis de les redéfinir comme un élément d'attractivité de notre territoire si remarquable.

M. le Président – Merci. La charte Natura 2000 constituera un évènement fort. Elle fait depuis longtemps l'objet d'un travail qui nous permettra de recaler dans ce territoire cette vision de développement économique mais en même temps d'espaces préservés.

M. RIBERO – M. le Président, je me permets de rappeler que dans le mandat précédent, le travail effectué par la CASA en matière de Natura 2000 avait été reconnu par une remise de récompense nationale.

M. le Président – J'en ai le souvenir. Nous passons maintenant à la prévention des risques. Je présente les orientations en l'absence de Guilaine DEBRAS. Nous avons la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et le transfert de la compétence « eaux pluviales ». Ce n'est pas simple. Nous rentrons dans un domaine dans lequel il existe une intrication entre les compétences communales et les compétences communautaires. L'année 2017 permet de préparer la prise de compétence en 2018. Nous ne voulons pas passer une année sans action en matière d'inondation, compte tenu des évènements qui se sont produits en 2015. Nous poursuivons avec le PAPI 2. Nous révisons le SCOT et le PLU en fonction des données qui vont nous être fournies sur la préservation des zones inondables. Puis, nous participons aux travaux du SMIAGE (syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau) à l'échelle départementale. Lorsque les études auront avancé, nous aurons la capacité éventuellement de continuer à un niveau, comme le dit le président CIOTTI, qui correspondra à chaque territoire. Cette année, à hauteur de 50 %, la communauté d'agglomération aidera les communes qui auront des projets dans les domaines concernés. Les perspectives de 2017 sont assez claires et chargées. Dès 2018, la compétence viendra directement à la CASA. Désormais, le PAPI 3 se mettra en œuvre puisque le PAPI 2 sera achevé.

Marguerite BLAZY poursuit avec la présentation de la politique de l'habitat et du logement.

Mme BLAZY – Le logement est une priorité qui permet d’aborder plusieurs domaines, dont le travail, le transport, l’agriculture, la culture, le développement durable, la prévention des risques, bref tous les sujets qui se rapportent à la vie.

Nous devons penser à la réhabilitation de l’ancien. Nous avons environ 200 logements réhabilités. Dans le cadre de la réhabilitation énergétique, en 2017, des propriétaires modestes et très modestes ont profité de notre PIADH.

Ensuite, nous ferons notre étude sur les seniors qui occupent une place importante parmi nos demandeurs. Ils ont souvent de grandes difficultés.

Puis, nous mènerons une étude sur l’hébergement. D’ailleurs, je vous invite tous à venir bientôt à l’inauguration de onze logements en hébergement. Vous constaterez qu’il existe un grand besoin en la matière.

Notre grand chantier pour 2017, ce sera l’élaboration du troisième PLH (programme local de l’habitat). Le deuxième se terminant cette année, il nous faut donc penser déjà à la période 2018-2023. Ce troisième PLH sera notre feuille de route. Nous continuerons sur notre belle lancée. Pour illustrer cela, au 31 décembre 2016, 1 741 logements locatifs sociaux sont en chantier sur le territoire de la CASA et 380 familles ont pu accéder à la propriété grâce à des logements à la vente en dessous du prix du marché. Nous allons continuer, peut-être en accélérant un peu.

M. le Président – Je rappelle une fois de plus que ce sont 13,4 millions d’euros par an qui sont dédiés à l’habitat. Cela a été multiplié par quinze à partir du début de la politique de l’habitat et du logement de la communauté d’agglomération.

Nous poursuivons avec la politique suivante.

M. MELE – En matière de déchets, les objectifs de notre agglomération sont l’exemplarité et la qualité du service public. Pour cela, nous axons notre organisation sur l’innovation, la qualité et la sécurité.

Concernant les mesures 2017, nous avons choisi la commune de Biot pour être pilote du programme « zéro déchet » qui est destiné à réduire à la source surtout les déchets fermentescibles, que nous aurons l’obligation de collecter en 2025. L’objectif, c’est que d’ici là et très rapidement, nous mettions en place des mesures pour que nos administrés puissent de chez eux, à l’aide de lombricomposteurs ou de tout autre outil, gérer le fermentescible sans que nous ayons à en faire un jour la collecte pour éviter la pollution, les coûts et autres alors que le fermentescible est le plus facile à gérer.

En matière de déchetteries, nous avons :

- l’ouverture de la déchetterie de Roquefort-les-Pins cette année ;
- la rénovation, l’amélioration et la mise aux normes des deux déchetteries de Vallauris et de Valbonne.

En termes de perspectives, nous avons l’intention de poursuivre la maîtrise des coûts de fonctionnement, mais surtout, de lisser les investissements dans le cadre d’un programme pluriannuel pour les équipements (contenants et parcs roulants). Il faut savoir qu’à Envinet, nous avons quasiment 70 véhicules. Par conséquent, un travail de lissage est nécessaire si nous voulons continuer à rouler avec des véhicules propres et modernes.

Puis, la relocalisation de la déchetterie d'Antibes se fera également cette année. Nous mettrons en place les moyens pour retravailler sur cette déchetterie.

M. le Président – Il ne faut surtout pas lever le pied sur les ambitions. Nous avons une taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui a baissé à deux reprises. Elle est à 9,5, ce qui est le niveau le plus bas du département. Elle sera maintenue ainsi jusqu'à la fin de notre mandat.

Ensuite, nous créons des déchèteries, ce qui permet de supprimer les dépôts sauvages. On dit souvent de notre société qu'elle est peu citoyenne, peu civique. Finalement, le tri sélectif fonctionne bien. Les gens vont aux déchetteries. Nous menons une politique environnementale qui coûte moins cher. Personne n'a intérêt à faire tourner des bennes à ordures ménagères à vide. Contrairement à ce que l'on peut penser, ce n'est pas une diminution du service public mais une amélioration de l'environnement. Une benne qui se déplace coûte cher. En même temps, cela pollue. Puis, la diminution des collectes n'a pas amené de déchets supplémentaires. Cela a été voté unanimement par l'ensemble des syndicats. Cela veut dire que nous pouvons concilier le développement durable, le social et l'efficacité.

Nous avons mis des capteurs sur nos bennes à ordures ménagères pour les localiser et pour connaître la vitesse à laquelle ils effectuent le ramassage. Le dialogue social a été fructueux. Cela n'a pas été fait de manière brutale. L'ensemble des salariés a participé au projet. Nous sommes les moins chers parce que nous sommes les meilleurs. C'est aussi un marqueur de la communauté d'agglomération. Ce n'est pas incompatible d'avoir des coûts réduits dans le ramassage des ordures ménagères et en même temps d'être efficace. Je ne reviens pas sur l'usine et sa performance que tout le monde nous envie aujourd'hui après quelques péripéties antérieures.

Damien BAGARIA poursuit avec les équipements structurants, dont le grand projet est le pôle céramique à Vallauris.

M. BAGARIA – M. le Président, les objectifs consistent à continuer à entretenir, maintenir et améliorer les équipements existants, à la fois pour les utilisateurs mais aussi pour les agents qui y travaillent. Le soutien aux communes préfigure d'une mutualisation, à travers un appui technique à des communes qui n'ont pas les ressources humaines nécessaires pour imaginer certains projets.

Les grands projets en cours sont :

- le pôle céramique à Madoura, avec le lancement en 2017 de l'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- l'extension de la Bastide aux Violettes ;
- la phase 2 de la restauration du théâtre Anthéa ;
- la prise de compétence « tourisme et gens du voyage » avec les équipements qui en découlent.

En matière de perspectives, nous avons :

- la conception et la réalisation de Madoura qui vont s'étaler sur plusieurs années ;
- l'adaptation des équipements actuels avec tout ce qui est recherche d'économies d'énergie ; cela rejoint l'environnement ;

- l'adaptation des outils de la direction qui gère les équipements communautaires structurants entre gros entretiens et renouvellement, puis la gestion informatique d'équipements de niveau et de poids variables.

M. le Président – Merci, M. BAGARIA. Nous passons à la politique de lecture publique avec Michel ROSSI, un grand lecteur qui attire les électeurs.

M. ROSSI – Merci, M. le Président, vous êtes trop aimable. Je vous présente les trois axes principaux de notre politique de lecture publique.

Le premier axe porte sur l'analyse du fonctionnement et surtout sur l'optimisation de notre réseau en termes de service rendu au public, ce qui nous amènera à réécrire le projet culturel, scientifique, éducatif et social.

Le deuxième consiste, d'une part, à avancer encore plus vite dans le domaine du numérique. C'est le sens de l'histoire. Nous y sommes déjà. Nous allons y aller encore davantage par la lecture et le téléchargement de livres numériques, par des cours de français et par de la lecture de presse. D'autre part, il s'agit d'accompagner ce nouveau service qui permet d'amener la lecture publique dans des endroits inhabituels.

Le troisième axe vise à l'irrigation du territoire. Nous avons maintenant une infrastructure bien connue avec nos médiathèques, nos points de lecture et le pôle image. Il nous faut maintenant essayer d'aller plus avant dans le territoire pour avoir une réelle égalité dans le domaine de la lecture publique. Nous réfléchissons à des solutions de façon à valoriser nos collections et faire la promotion de la lecture publique.

Voilà, M. le Président, les trois axes principaux de l'année 2017 en matière de lecture publique.

M. le Président – Si vous trouvez une communauté d'agglomération qui a créé cinq points de médiathèques sur un territoire de 170 000 habitants, comme disait un journal satirique de l'époque de ma jeunesse : « Vous nous écrivez et vous aurez gagné ». Il s'agit d'une politique culturelle au sens véritable du terme. Nous continuerons à développer ce réseau au-delà des médiathèques. C'est bien l'enjeu que développe Michel ROSSI.

Nous poursuivons avec la politique de cohésion sociale.

Mme SALUCKI – Nous sommes sur la cohésion sociale avec la poursuite de l'exécution et de la gouvernance du contrat de ville CASA 2015-2020, en partenariat avec les services de l'Etat et des collectivités territoriales.

L'action de la cohésion sociale se décline autour de quatre thématiques :

- l'emploi et l'insertion par l'économie avec :
 - o le plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) ;
 - o des actions collectives avec les chantiers-écoles ;
 - o des actions individuelles avec le parrainage ;
 - o l'accompagnement de la mission locale, qui accompagne elle-même l'insertion des jeunes ;
 - o des chantiers d'insertion portés par des associations ;

- la prévention de la délinquance avec :
 - o une coopération renforcée avec toutes les communes ;
 - o des chantiers éducatifs : chantier-école, opération Court chantier et des actions type BAFA solidaire qui a déjà fait la une des journaux à juste titre ;
- l'accès aux droits et le soutien aux familles avec :
 - o la lutte contre les violences conjugales ;
 - o l'espace de rencontre parents/enfant ;
 - o les trois antennes de justice, qui sont essentielles en termes d'accès au droit ;
 - o l'aide aux victimes ;
 - o la médiation familiale ;
- le cadre de vie et la rénovation urbaine, qui rejoignent tout ce qui vient d'être développé avec :
 - o des actions de promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté ;
 - o l'amélioration du cadre de vie des habitants de quartiers prioritaires ;
 - o l'accompagnement scolaire, qui est absolument indispensable ;
 - o l'éducation et le soutien à la parentalité, toujours en introduisant une dimension culturelle qui est une ouverture et une lutte contre l'ignorance et la radicalisation.

Toutes les actions sont tout à fait cohérentes, dynamiques et en faveur de la prévention de la délinquance sur l'ensemble du territoire de la CASA.

J'en profite pour remercier le travail remarquable accompli par toutes les équipes de la Politique de la Ville et des associations. J'en ai terminé.

M. le Président – Nous avons choisi d'être exhaustifs et de mettre en place un véritable débat d'orientations budgétaires pour que l'on sache bien les actions à mener ainsi que les grandes orientations de cette année 2017.

Dans ce rapport, malgré les contraintes budgétaires, nous avons fait le choix de maintenir une fiscalité basse et d'aider considérablement les communes. En l'occurrence, 6 millions d'euros sur la DSC (dotation de solidarité communautaire) ou sur les fonds de concours, ce n'est pas négligeable. Les communes sont actuellement en difficulté, il faut bien les aider d'une façon ou d'une autre. Puis, nous profitons d'un développement économique que nous avons rendu attractif, et qui l'est par nature avec la fertilisation croisée, pour continuer à développer l'ADN de la communauté d'agglomération qui est le développement durable et la culture associés au développement économique.

Voilà les éléments que nous voulions porter à votre connaissance, avec les éléments chiffrés sur le contexte économique général. Avant la présentation du budget 2017, vous pouvez intervenir ou poser des questions à loisir. Les enjeux ne sont pas négligeables, notamment avec les nouvelles compétences et en particulier la compétence « inondation ».

M. DERMIT – M. le Président, chers collègues, nous avons beaucoup évoqué en début de rapport les valeurs locatives des entreprises.

Ainsi, nous ne pouvons pas nous empêcher de penser aux cotisations foncières des entreprises et à la contribution économique territoriale – aujourd'hui sorties et portées à connaissance de la DDTM (direction départementale des territoires et de la mer) et des services de l'Etat – qui remplacent les anciennes taxes professionnelles et qui touchent durement des entreprises sur les communes de Biot et d'Antibes. Actuellement, ces entreprises ont du mal à se réassurer, et surtout, sont touchées par des droits à bâtir qu'elles ne possèdent plus. Elles ne peuvent plus faire de travaux d'extension. Je voudrais qu'une réflexion s'engage à la CASA pour un allègement de ces taxes. Ces entreprises sont aujourd'hui en zone rouge. Le PPRI (plan de prévention du risque inondation) et le PLU viendront entériner ce porter-à-connaissance. Dès aujourd'hui, les entreprises sont bloquées sur toute demande de travaux et d'extension.

M. le Président – Cette remarque est tout à fait juste, Jean-Pierre. Le porter-à-connaissance n'a pas une valeur particulière, si ce n'est que dans un principe de précaution que l'on connaît bien de la part de l'Etat, il gèle toutes possibilités. J'ai rencontré le préfet pour voir exactement sur le territoire comment nous pouvons faire un développement économique harmonieux à partir du porter-à-connaissance et avant que l'on change le plan de prévention des risques d'inondation. Certes, ce qui est rouge restera rouge. En accord avec les services de la préfecture, j'ai proposé que la communauté d'agglomération mène cette étude qui n'est pas purement fiscale mais qui allie développement durable et développement économique. Stériliser l'ensemble du territoire, c'est une attitude que l'on peut comprendre dans une situation de tension mais qui, à un moment donné, désespère si l'on ne donne pas des ouvertures et des possibilités.

Aujourd'hui s'ouvrent un certain nombre de possibilités qui n'existaient pas antérieurement, par exemple sur des zones refuges, des parkings sécurisés ou certains campings qui sont en zone rouge mais qui, en même temps, permettront de continuer une activité économique. Ainsi, le préfet s'engage à nous apporter les propositions de ce qu'il est possible de faire à la mi-février. A partir là, la communauté d'agglomération lancera une étude pour le développement économique de ces zones qui sont actuellement sinistrées et qui, double peine, sont gelées. C'est une véritable préoccupation. Il n'est certainement pas question de se mettre en insécurité ou en infraction par rapport à l'urbanisme. Il nous faut avoir, à partir du réel et de l'existant – et tout en considérant que la sécurité des personnes et des biens est prioritaire – une vision prospective sur le développement économique, et en particulier, sur l'ensemble des personnes sinistrées dans cette zone. Des délibérations seront prises dans ce sens au prochain conseil communautaire.

Y a-t-il d'autres questions ? S'il n'y en a pas, nous poursuivons avec l'ordre du jour.

Pendant le débat, arrivées de Eric DUPLAY et Simone TORRES-FORET DODELIN.

Départs de Marc DAUNIS qui donne procuration à Christophe ETORE, Nathalie DEPETRIS et Marguerite BLAZY.

12. Recueil des tarifs de la CASA 2017 – Mise à jour

M. MAURIN – Cette délibération a trait principalement à la tarification de l'aire d'accueil des gens du voyage d'Antibes. En fin d'année, nous avons déjà délibéré pour le transfert de l'aire d'accueil des gens du voyage de la commune de Vallauris à la CASA et nous en avons arrêté une tarification. En l'occurrence, l'aire d'accueil d'Antibes va également passer à la CASA. Nous proposons de décliner une tarification identique à celle qui existait précédemment lors de la gestion par la commune d'Antibes, jusqu'à ce qu'il y ait une homogénéisation des tarifications qui se fera dans le courant de l'année. Par ailleurs, vous avez également l'actualisation de l'ensemble des tarifs.

M. le Président – La prise de compétence fait que l'aire d'Antibes sort de la régie pour passer à la CASA et que l'on va harmoniser les tarifs avec l'aire de Vallauris.

Je sou mets la délibération au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

TOURISME

13. Transfert de la compétence « promotion du tourisme » – Désignation des membres du conseil d'exploitation de l'office de tourisme intercommunal

M. le Président – Dans le cadre du transfert de la compétence « tourisme », il était décidé la création d'un office de tourisme intercommunal. M. LE CHAPELAIN est membre de droit en sa qualité de vice-président en charge du tourisme. Puis, nous allons désigner douze élus correspondant aux communes de la CASA. Sont proposés, respectivement en titulaire et en suppléant :

- pour Antibes Juan-les-Pins : Audouin RAMBAUD et Simone TORRES-FORET DODELIN ;
- pour Biot : Guilaine DEBRAS et Claudine MAURY ;
- pour Gourdon : Eric MELE et Jean-Pierre ROLANDO ;
- pour Gréolières : Roger CRESP et Max MORELLO ;
- pour La Colle-sur-Loup : Jean-Bernard MION et Déborah MINEI ;
- pour Le Bar-sur-Loup : Richard RIBERO et Christine SYLVESTRE ;
- pour Opio : Thierry OCCELLI et Marie-Claude SALMON ;
- pour Saint-Paul-de-Vence : Nadine GASTAUD et Anne-Marie DUMONT ;
- pour Tourrettes-sur-Loup : Damien BAGARIA et Valérie TIERAN-GNONI ;
- pour Valbonne : Christophe ETORE et Marc DAUNIS ;
- pour Vallauris : Michel BERTRAND et Henri GANNARD ;
- pour Villeneuve-Loubet : Lionnel LUCA et Marie BENASSAYAG.

Y a-t-il d'autres candidatures ? S'il n'y en a pas, êtes-vous d'accord pour voter à main levée ? Si personne ne s'y oppose, je sou mets au vote la liste ci-dessus pour gérer la compétence « tourisme » à la CASA. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous les félicitons pour cette brillante élection.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

7. Team Côte d'Azur – Adhésion de la CASA en tant que membre partenaire

M. le Président – Par ailleurs, je vous propose de reconduire Jean-Pierre MASCARELLI dans la fonction de représentant de la CASA à Team Côte d'Azur. Y a-t-il d'autres candidats ? S'il n'y en a pas, êtes-vous d'accord pour un vote à main levée ? Si vous en êtes d'accord, je sou mets la proposition au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *M. Jean-Pierre MASCARELLI est désigné pour représenter la CASA à Team Côte d'Azur.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

5. Plan de paysage – Convention annuelle avec le conseil en architecture, urbanisme et environnement (CAUE) des Alpes-Maritimes

M. RIBERO – M. le Président, mes chers collègues, cette délibération s'inscrit dans la suite de celle que nous avons approuvée le 19 décembre. Il s'agit de préciser l'objet de la délibération qui porte sur les cinq axes du programme que nous allons réaliser avec le CAUE. :

- accompagner l'animation du plan de paysage ;
- accompagner la préservation et la gestion de nos espaces naturels ;
- adoucir les paysages de nos déplacements ;
- concourir à la préservation et à l'adaptation de nos paysages habités et du cadre de vie ;
- accompagner et soutenir les actions liées à l'éducation, à l'environnement et au développement durable.

Ce sont des délibérations qui nous paraissent évidentes. Il s'agit d'une marche supplémentaire que nous avons à franchir par rapport à ce plan de paysage qui a rencontré un grand succès auprès du public et des élus des communes qui y ont participé.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie de votre patience et de votre implication.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/03/2017
Numéro : CC_2017_014
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-Verbal de la séance du 13 février 2017 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : MjscUkj

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 06/04/2017
Identifiant : 006-240600585-20170327-CC_2017_014-DE

Acte reçu

Date : 27/03/2017
Numéro interne : CC_2017_014
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-Verbal de la séance du 13 février 2017 - Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170327-CC_2017_014-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20170327-CC_2017_014-DE-1-1_2.PDF